

# Le "soft power" russe en France: La para-diplomatie culturelle et d'affaires

January 8, 2018

[Marlene Laruelle](#)

Senior Fellow, Carnegie Council; Research Professor, The George Washington University

*Cet article est le premier d'une série de publications sur la présence de la Russie en France. La France constitue l'un des cas les plus intéressants du soft power russe en Europe occidentale, dû à des relations bilatérales anciennes, mais également à la présence d'une importante émigration russe depuis les années 1920 qui joue un rôle majeur de médiation. Ce projet est financé par la Foundation Open Society Institute, en coopération avec l'initiative OSIFE de Open Society Foundations.*

La relation francorusse s'appuie sur des traditions anciennes d'interaction entre les deux pays : la France était déjà l'une des destinations privilégiées des exilés politiques russes dès le XIX<sup>e</sup> siècle, elle a ensuite accueilli plusieurs des grandes vagues de l'émigration russe, et s'est positionné en puissance européenne relativement favorable à l'Union soviétique sous la présidence de Gaulle. La forte tradition communiste française a également joué en faveur d'une proximité idéologique certaine, et la langue russe était largement enseignée dans le secondaire jusqu'à la fin de l'URSS. Aujourd'hui, les relations bilatérales sont plus complexes, marquées par des interactions économiques et culturelles denses, mais des difficultés politiques sur les grands dossiers internationaux, Ukraine et Syrie en tête de liste. Depuis le soutien affiché par la Russie à l'extrême-droite européenne et la lune de miel—aujourd'hui bien affaiblie—entre le Front National et certains milieux du Kremlin, les débats sur la « présence russe » et les « réseaux d'influence russes » en France se sont multipliés, atteignant parfois des formes aiguës de paranoïa fondées sur des exagérations grossières, des suppositions sans preuve, et une reproduction du discours américain autour de la supposée ingérence russe dans l'élection de Donald Trump.

L'objectif du dossier proposé ici est une analyse sobre et sans accusation de la présence russe en France. Toutes les grandes puissances entretiennent de multiples formes de soft power dans les pays qu'elles considèrent comme cruciaux sur la scène internationale, la France étant tout naturellement l'un d'entre eux. Loin de faire de la Russie un cas unique, il serait bon de comparer les actions russes en France aux instruments déployés par les Etats-Unis, la Chine, l'Arabie Saoudite ou le Qatar. Le *soft power* russe peut prendre plusieurs formes. Ce papier se concentre sur l'une d'entre elles, le *soft power* culturel et d'affaires. Il ne prend pas en compte les activités organisées officiellement par l'Etat russe ou l'Ambassade de Russie en France—elles sont majeures, par exemple le fait que la Russie soit invitée d'honneur au Salon du Livre en 2010 puis

de nouveau en 2018, et le lancement du « Dialogue du Trianon » décidé par les présidents Macron et Poutine entre les sociétés civiles française et russe—mais s'intéresse aux réseaux non directement étatiques, offrant une cartographie du tissu de ce *soft power* russe : les associations diasporiques, celles liées aux milieux d'affaires, les grandes fondations orthodoxes, l'Eglise orthodoxe russe, puis le cas des think tanks et des médias.

### **Les associations diasporiques, des relais d'influence complexes**

A la différence d'autres diasporas, « l'émigration russe » en France ne constitue pas une entité unie et est divisée pour des raisons tant historiques que politiques. Elle s'est en effet constituée en plusieurs vagues. La première est celle qui suit la révolution d'Octobre et la guerre civile : entre 1,5 et 2 millions de Russes sont contraints à l'exil, dont environ un quart émigre en France, principalement autour de trois bassins, en région parisienne, dans le sud de la France, et dans les grandes zones industrielles et minières du Nord et de l'Est<sup>1</sup>. La seconde vague d'émigration s'étend entre 1950 et 1990, avec un pic dans les années 1960-1980, lorsque plus d'un million de citoyens soviétiques quitte l'URSS dans des conditions diverses : dissidents politique et minorités ethniques (Juifs, Allemands...) autorisés à émigrer, citoyens soviétiques refusant de rentrer après un séjour à l'étranger ou traversant la frontière illégalement, etc.<sup>2</sup> La troisième vague, postsoviétique, arrive dans les années 1990 pour des motifs variés : émigration politique (dissidents du régime poutinien, Tchétchènes fuyant les violences de leur république), émigration économique des classes moyennes, mais aussi oligarques se préparant à l'exil...<sup>3</sup> En 2010, la France comptait environ 50 000 personnes nées en Russie sur son territoire.

Cette émigration est fortement divisée par des conflits mémoriels et des stratégies d'appartenance contradictoires, à la fois internes—les concurrences personnelles et institutionnelles y sont fortes—et ré-activées par les actions des autorités russes en direction de leurs « compatriotes »<sup>4</sup>. La Russie a en effet lancé, dès les années 1990 mais de manière plus systématique dans la décennie 2000, plusieurs « ponts » en direction des diasporas russes du monde entier dans l'espoir de les réintégrer symboliquement à la mère-patrie. La politique russe envers les compatriotes est mise en œuvre par plusieurs institutions telles que le Département du travail avec les compatriotes du ministère des Affaires étrangères, créé en 2005 ; la Maison du Compatriote de la municipalité de Moscou (l'ancien maire, Iouri Louzhkov, était à la pointe du combat pour les diasporas russes) ; le Conseil mondial des compatriotes qui réunit toutes les associations compatriotes du monde, existant depuis 1991 mais promu à un statut plus officiel depuis 2001 ; le Fond *Russkii mir* (Monde russe) lancé en 2007, et l'Agence étatique de coopération avec l'étranger, *Rossotrudnichestvo*. Les villes de Moscou et Saint-Pétersbourg dispose de leur propre département de relations avec l'étranger et entretiennent des liens directs avec certaines diasporas. La politique russe envers les compatriotes s'est structurée tout d'abord en direction des Russes des républiques postsoviétiques, les plus soumis à des flux migratoires massifs de retour en Russie, puis a visé les diasporas plus lointaines d'Europe, d'Israël et d'Amérique du Nord, dans le but de les transformer en médiateurs entre la Russie et le reste du monde, aussi bien politiquement et culturellement qu'économiquement<sup>5</sup>. L'objectif espéré est de consolider l'ensemble des Russes et de tous ceux s'identifiant à la Russie d'une manière ou d'une autre en un bloc soudé, capable de dépasser ses divisions politiques au nom du redressement de la patrie.

Il serait erroné de penser que les stratégies des autorités russes en direction des diasporas russes soient toutes couronnées de succès : les tentatives de « mise en ordre » des communautés diasporiques sont des opérations difficiles à mener. Dans le cas français, Moscou a dû faire face à plusieurs formes de résistance, que l'on peut schématiquement regrouper en trois catégories.

Tout d'abord, Moscou ne peut coopter les minorités ethniques se considérant comme des victimes du régime soviétique ou de la Russie poutinienne : les diasporas tchéchènes restent par exemple très largement dissociées des diasporas russes, et les groupes à l'identité balte ou ukrainienne rejettent avec véhémence les initiatives de réconciliation venues de Russie. Le cas des diasporas juives russophones est plus complexe : certains segments restent critiques envers la Russie, d'autres sont proches du Congrès juif européen et de la Conférence des rabbins européens, soutenues par des oligarques russes et qui servent d'outils de para-diplomatie pour la Russie auprès d'une partie des Juifs de France.

Deuxièmement, le durcissement politique du régime poutinien a contribué à structurer des mouvements d'opposition au sein même des diasporas, en particulier parmi ceux ayant émigré récemment. Plusieurs associations critiques ont pris forme, par exemple lors des manifestations anti-Poutine de l'hiver 2011-2012, et ont progressivement intégré les réseaux d'ONG de défense des droits de l'homme. C'est le cas par exemple de Russie-Libertés et de l'UERF (l'Union des Électeurs Russes en France), en premier, suivis de groupes plus marqués politiquement à l'extrême-gauche comme le GRRR et Politzeki, qui demandent la libération des prisonniers politiques russes, principalement des militants antifascistes et des membres du Parti national-bolchévique (NBP), interdit<sup>6</sup>.

Troisièmement, la tentative de Moscou de récupérer à son profit les descendants de l'émigration historique blanche a été plus complexe que prévu. Certains groupes se sont ralliés à la Russie poutinienne au nom de la continuité historique du pays, d'autres s'y sont refusés. Les plus fidèles à la monarchie Romanov, par exemple, s'y sont opposés, réclamant la restitution de leurs biens et le retrait du corps embaumé de Lénine du Mausolée de la Place Rouge. Parmi les réfractaires se retrouvent également plusieurs associations historiques, par exemple l'Action chrétienne des étudiants russes (ACER), proche de l'Église orthodoxe, qui, à la période soviétique, aidait les croyants et paroisses clandestines, et qui depuis la chute de l'URSS s'est spécialisée dans l'aide humanitaire et sociale aux plus démunis en Russie, toujours avec une préférence donnée aux associations caritatives orthodoxes<sup>7</sup>. C'est également le cas des anciens de l'Armée blanche, en particulier de l'Union Générale des Combattants Russes (RONS), ainsi que des anciens réseaux de YMCA-Press, qui délivraient la littérature interdite aux milieux dissidents, et de la librairie de la Montagne Sainte-Geneviève, haut lieu de l'émigration dite blanche.

Toutefois, bien d'autres représentants de l'émigration ont soutenu la politique de rapprochement des autorités russes et plusieurs grandes familles jouent dorénavant la carte du soutien à la Russie, chacune y obtenant différentes formes de rétribution symbolique : les Cheremetieff, Tolstoi, Troubetzkoi, Obolensky, Jevakhoff. Le Prince Pierre Cheremietieff dirige par exemple la Société Musicale Russe/Conservatoire Rachmaninoff. L'opération de charme menée par le Kremlin à leur encontre a été incarnée en 2010 par l'organisation d'une grande croisière partant de Méditerranée pour rejoindre la mer Noire—refaisant donc le chemin inverse de l'exil, métaphore du retour symbolique de l'émigration dans la mère-patrie<sup>8</sup>. La cooptation d'une partie

de l'ancienne aristocratie russe a été confirmée lors de la crise ukrainienne : à Paris, le prince Dmitri Shakhovskoiï et son épouse ont lancé l'initiative dite du « pont russe » (*russkii most*), une pétition de solidarité avec la Russie qui a récolté plus d'une centaine de noms de descendants de l'aristocratie russe—les Tolstoï, les Pouchkine, les Cheremetiev, etc.<sup>9</sup>

Malgré des résistances plus importantes que prévu, les autorités russes ont largement réussi à unifier la scène diasporique russe en France. Aujourd'hui, le Conseil de Coordination du Forum des Russes de France (*Koordinatsionnyi sovet rossiiskikh sootchestvennikov Frantsii*<sup>10</sup>), lancé sous cette appellation en 2011 (il existait depuis les années 1970 sous d'autres noms) à l'initiative des autorités russes<sup>11</sup>, regroupe près de 300 associations : associations diasporiques à proprement parler, associations culturelles de russophones ou de promotion de la langue et la culture russes, associations professionnelles et d'affaires, association de jumelage entre villes et régions, etc.<sup>12</sup> Les membres du Conseil sont élus chaque année par les associations et si les représentants de l'émigration blanche (la « noblesse ») dominaient dans les premières années, ils ont été progressivement remplacés par des personnalités issues d'autres vagues de l'émigration<sup>13</sup>.

### **Les fers de lance associatifs liés aux milieux d'affaires**

L'association la plus active dans la promotion des liens francorusses est le Dialogue franco-russe, créé en 2004 et dirigé par Alexandre Troubetskoï<sup>14</sup>. L'association dispose d'importants relais dans le monde politique et des affaires français à travers son co-président, l'ancien député républicain Thierry Mariani, vice-président du groupe parlementaire d'amitié francorusse, et son vice-président Bernard Lozé, pionnier de la gestion alternative des *hedge funds* dans les pays émergents, et ancien administrateur de Yukos. Ses deux sociétés, Lozé et Associés, spécialisée en investissement financiers, et Alternative leaders, société de gestion et de distribution de fonds basée au Luxembourg, opèrent en Russie via une filiale, Kaltchuga Capital Management, qui a travaillé avec Gazprombank. Le Dialogue compte comme membres et partenaires les principales entreprises françaises du CAC-40 telles que Total, Alstom, Bouygues, Airbus, Safran, Sanofi, Renault, Engie, etc. L'association se fixe comme objectif de développer les liens économiques, politiques et culturels entre les deux pays et est devenue ces dernières années la pièce-maîtresse de tous ceux appelant à renfoncer les liens francorusses.

Le succès du Dialogue s'explique probablement parce que l'association se trouve à la jonction des différents aspects du *soft power* russe. Petit-fils du prince Nikolai Troubetskoï, Alexandre Troubetskoï est bien intégré au monde de l'émigration blanche et y dispose de ses propres soutiens. Il est par exemple un actif participant à « l'Orthodoxie Locale de Tradition Russe en Europe Occidentale », qui prône la réconciliation entre les Églises soumises à la juridiction du Patriarcat de Moscou, celles soumises à Constantinople et l'Église hors-frontières, et préside l'Association de la Garde impériale, qui commémore le passé militaire tsariste. Il est également étroitement lié à certains réseaux d'influence du Kremlin et agit comme tête de pont en France des deux principaux hommes d'affaires orthodoxes, Vladimir Yakounine et Konstantin Malofeev, et de leurs fondations (cf infra).

Il est enfin bien introduit dans les cercles d'affaires français implantés en Russie et ce, dès l'époque soviétique. En effet, Troubetskoï a commencé sa carrière sur les chantiers navals de Nantes dans des projets franco-soviétiques liés à l'industrie de la pêche, puis a travaillé pour la

société française Entrepose dans plusieurs pays arabes alliés de l'URSS comme l'Irak et la Syrie, avant d'être recruté par Thomson. Troubetskoï y était chargé de vendre du matériel de transmission pour l'aviation soviétique, commissionné par le ministère des Communications à Moscou, ainsi que des systèmes informatiques pour l'agence ITAR-TASS, l'Académie des Sciences et Gazprom. Troubetskoï dit être devenu actif dans les cercles de l'émigration russe sous l'influence de Vladimir Gurytchev, qui travaillait alors pour Mosenergo, la compagnie de production d'électricité de Moscou, grâce à laquelle il a ensuite sécurisé des contrats avec RAO-UES, la corporation d'État russe en charge de la production électrique. Grâce à Gurytchev, Troubetskoï a également été introduit à Aleksandre Avdeev, qui travaillait à l'ambassade soviétique de Paris dans les années 1980 et est devenu par la suite Ambassadeur de Russie à Paris entre 2002 et 2008, puis ministre de la Culture<sup>15</sup>.

Le Dialogue émerge donc à la jonction entre plusieurs mondes et dispose d'une marge de manœuvre plus large, car plus informelle, que par exemple la très officielle Chambre de Commerce et d'Industrie franco-russe, qui rassemble des dirigeants de grandes entreprises françaises et russes. Si elle est centrée sur les questions économiques et commerciales, elle est dirigée depuis 2007 par Pavel Chinsky, historien du stalinisme, vice-président de la Fédération d'échecs de Russie, et milite pour la levée des sanctions à l'égard de la Russie. La Chambre de Commerce a créé en 2012 un Observatoire franco-russe qui a pour mission de générer de l'expertise sur la Russie afin de répondre aux besoins des entrepreneurs et décideurs français, et en parallèle d'offrir aux milieux russes une meilleure connaissance de la France et de ses perspectives. Financé sur des fonds conjoints, l'Observatoire est une plateforme académique produisant un ouvrage annuel sur un large éventail de thématiques russes et françaises, ainsi que des rapports plus ponctuels. Dirigé par Arnaud Dubien, spécialiste des questions d'intelligence économique et sécuritaire, et membre du Club de Valdai, l'Observatoire offre une plateforme empathique envers la Russie, mais sans agenda politique précis<sup>16</sup>.

Un autre exemple, plus informel, est le Cercle Pouchkine, situé entre la droite populaire et le Front National, qui offre des conférences mensuelles sur des sujets rapprochant la France et la Russie, parrainé par Thierry Mariani, Henri de Grossouvre, directeur des collectivités publiques de Veolia, Xavier Moreau, un consultant en stratégie proche du Front National, et Alexandre Stefanescu-Latsa, qui dirige une agence de ressources humaines à Moscou et blogue régulièrement sur des thématiques « eurasiennes », russophiles et islamophobes<sup>17</sup>. Mentionnons également l'AREP, l'Association Russe d'Entraide inter-Professionnelle, un réseau professionnel franco-russe dirigé par Michel Lebedeff, ancien Directeur de Total en Russie.

### **Les réseaux Yakounine et Malofeev en France**

D'autres nœuds d'influence russes existent en France, et recourent partiellement ceux déjà évoqués, tout en répondant à des logiques propres. C'est le cas des deux fondations des hommes d'affaires Vladimir Yakounine et Konstantin Malofeev, proches du Kremlin et qui gravitent autour de l'Eglise orthodoxe russe tout en représentant leurs propres intérêts commerciaux et financiers.

Vladimir Yakounine<sup>18</sup> était sans aucun doute le plus proche de Poutine. Les deux hommes se fréquentent depuis le début des années 1990 : ils participaient tous deux au Centre international

pour la coopération d'affaires, une structure contrôlée par le KGB basée à St-Pétersbourg, en charge des exportations avec l'Ouest. Tous deux ont investi dans la fameuse coopérative Ozero, avec les deux amis banquiers de Poutine, Iouri Kovaltchouk et Gennadi Timtchenko<sup>19</sup>. Yakounine était membre du Comité de direction de Transkreditbank, contrôlée par les frères Kovaltchouk, qui finançait les activités commerciales des ports de la Baltique, ce qui a permis à Yakounine d'investir dans le secteur du transport routier et ferroviaire. En 2000, avec l'arrivée au pouvoir de Poutine, il se fait nommer vice-ministre du Transport puis, en 2003, prend la tête de la Compagnie nationale des chemins de fer, RZhD (*Rossiiskie zheleznnye dorogi*), l'une des plus puissantes sociétés de Russie après les grandes corporations liées à l'extraction minière, pétrolière et gazière. Sa carrière a cependant connu un tournant imprévu en août 2015, lorsqu'il a été remercié de son poste à la tête de RZhD.

Yakounine est souvent présenté sous le sobriquet de « tchékiste orthodoxe » dû à son passé au KGB et à ses convictions orthodoxes. Il s'est en effet très tôt positionné sur le marché de l'orthodoxie politique, avec le lancement, dès 2002, du « Dialogue des civilisations », un forum annuel qui se tient à Rhodes et regroupe de nombreux leaders religieux. Le Forum a été l'une des premières démonstrations du *soft power* russe, ouvrant la voie à de multiples autres usages de thème des « civilisations » par l'État russe et à un rapprochement avec les instances onusiennes, en particulier l'UNESCO<sup>20</sup>.

Yakounine et son épouse dirigent la Fondation St André 1er (ou Andrei Protocletos), créé en 1992, l'une des plus grandes fondations orthodoxes russes—dotée d'un *endowment* en 2013, signe de sa stabilité financière. Elle finance de multiples projets : restauration d'églises et de monastères, retour de reliques orthodoxes sur le sol russe, programmes d'échanges culturels avec les Églises orthodoxes du Patriarcat de Jérusalem, célébration de la réconciliation entre le Patriarcat et l'Église hors-frontières, campagne de promotion des valeurs familiales dites traditionnelles auprès du public et en particulier des jeunes, inauguration de monuments dédiés à l'histoire russe en Europe, et divers programmes patriotiques destinés à entretenir la flamme nationale et historique chez les jeunes générations<sup>21</sup>. La Fondation obtient régulièrement des financements étatiques et joue donc un rôle central dans la diplomatie publique de la Russie.

De 2000 à 2014, Vladimir Kojine a été l'intendant de Poutine, en charge de la gestion des biens immobiliers de l'Administration présidentielle—il est depuis devenu conseiller du président russe pour la coopération militaro-technique. Il faisait lui aussi partie du « clan de St-Pétersbourg » et a fait ses armes au KGB durant la perestroïka avant de s'engager dans les cercles d'affaires spécialisés dans l'exportation, aux côtés de Poutine. Il a largement contribué au succès de l'État russe à reprendre sous sa coupe les propriétés tsaristes et soviétiques à l'étranger. Il est également en charge du *rebranding* des lieux historiques du Kremlin ou de St-Pétersbourg à l'occasion des grands sommets internationaux, et chapeaute les méga-événements de type Jeux Olympiques de Sotchi. Il a joué un rôle majeur dans le projet de construction du nouveau Centre orthodoxe de Paris (cf. plus loin).

Konstantin Malofeev<sup>22</sup> est le second grand homme d'affaires orthodoxe proche du président russe. Avocat de formation, il a commencé sa carrière au sein du grand fonds d'investissement Renaissance Capital avant de fonder en 2005 Marshall Capital Partners, un fonds d'investissement spécialisé dans le secteur des télécommunications. Malofeev est proche d'Igor

Chtchegolev—il est même le parrain de ses deux enfants—ancien ministre des Communications de 2008 à 2012. Chtchegolev, a été l'un des correspondants de l'agence de presse TASS à Paris entre 1993 et 1997. Dès son retour en Russie, Chtchegolev connaît une ascension professionnelle fulgurante, devenant successivement correspondant pour le Kremlin, Secrétaire de presse du Premier ministre Evguenii Primakov, directeur du Centre de presse de l'administration présidentielle, et finalement directeur, entre 2001 et 2008, du Protocole de l'administration présidentielle. Grâce à son soutien, le Fonds de Malofeev a su profiter de la restructuration du marché russe des télécommunications et racheter 10 % des actions de la firme d'État Rostelecom<sup>23</sup>. En 2014, Malofeev a également obtenu un statut d'actionnaire minoritaire au sein du grand holding Sistema, tenu par l'oligarque Vladimir Yevtouchenko. Malofeev et Chtchegolev ont milité conjointement en faveur du projet d'un « Internet propre », qui appelait à mieux lutter contre la diffusion de la pornographie mais également de la violence sur Internet—un thème cher à l'Église et très en vogue depuis le « tournant moral » du Kremlin en 2012<sup>24</sup>.

Malofeev dispose de soutiens officiels conséquents du Kremlin : il est proche de l'ancien chef de l'administration présidentielle Sergueï Ivanov, remercié en 2016 et dont le fils a travaillé pour Gazprombank et a représenté Marshall Capital lors de l'achat des parts de Rostelecom. Il est également dans la même lignée idéologique que la députée Elena Mizulina, à la tête du Comité pour les affaires de la famille, la maternité et l'enfance auprès de la Douma, le moteur de toutes les lois conservatrices votées depuis 2012. C'est toutefois sa proximité personnelle avec le père Tikhon, chef de file de la politisation de l'orthodoxie et présente comme le « confesseur » de Poutine, qui semble lui garantir la protection bienveillante du chef de l'État<sup>25</sup>.

Depuis le début des années 1990, Malofeev s'est positionné en fervent supporter de l'Église. Il se dit monarchiste convaincu et était un proche du métropolite réactionnaire et antisémite Yoann Snytchev (1927–1995). Grâce aux fonds levés par Marshall Capital, Malofeev a fondé la Fondation philanthropique St Vassili le Grand, qui gère aujourd'hui un budget de 40 millions de dollars annuels, et une trentaine de programmes allant de la rénovation d'églises aux campagnes anti-avortement, du soutien aux anciens détenus à celui aux mères célibataires<sup>26</sup>. La Fondation accueille en son comité Igor Chtchegolev ainsi que le célèbre cinéaste Nikita Mikhalkov. Malofeev semble avoir joué un rôle clé dans la crise ukrainienne de 2014 en finançant les forces prorusses en Crimée et les insurgés sécessionnistes du Donbass<sup>27</sup>.

En regardant de plus près ces deux fondations, on ne peut que remarquer le caractère très international de leur comité de direction, un signe révélateur de leur rôle de « pont » en direction des pays européens et tout particulièrement de la France.

Ainsi, le Comité directeur de la Fondation St André 1er, outre Vladimir Yakounine et son épouse Natalia, compte un seul autre citoyen russe, Mikhail Iakouchev, qui occupait un poste élevé au ministère des Communication entre 2004 et 2006 et est spécialisé dans la « gouvernance Internet ». Tous les autres membres du Comité sont des citoyens européens, avec une nette prééminence des Français. On compte ainsi l'archevêque Michel (Donskoff), un russe blanc d'origine né à Paris, archevêque de Genève et d'Europe occidentale jusqu'en 2017, qui a servi de courroie de transmission entre le Patriarcat et les paroisses orthodoxes qui ont refusé la réintégration canonique.

Un autre membre du Comité, René Frischknetcht, est premier vice-président de la Dresdner Bank, domiciliée fiscalement en Suisse. Banque de la SS durant le IIIe Reich, elle avait acquis le sobriquet de « banque de l'occupation » car elle finançait l'occupation allemande de la Pologne. Plus récemment, la Dresdner Bank a développé des liens étroits avec Poutine et a ouvert sa filiale à St-Petersbourg dès 1991, probablement via les réseaux du KGB. Le Comité compte également Bernard Lozé. Enfin, il faut mentionner comme membre du Comité Alexis Grigorieff, fondateur de la société immobilière Ageo, domiciliée dans le 16e arrondissement de Paris mais qui ne compte aucun employé à son actif<sup>28</sup>, signe de son statut fictif ou d'activités localisées dans un paradis fiscal.

Un tableau à peu près similaire peut être fait pour la Fondation St Vassili le Grand de Malofeev. Outre Mikhailov, Chtchegolev et Tikhon, le Comité fondateur recense deux personnes clés, Serge de Pahlen et Zurab Tchavtchavazdé. Le comte Serge de Pahlen est le fils d'un émigré russe blanc du même nom, Serge S. von der Pahlen (1915-1991), qui s'est engagé auprès du Wehrmacht pour servir sur le front de l'Est dans l'Armée de Libération populaire russe, avant d'être rapatrié à Paris. Le fils Serge de Pahlen a épousé Margherita Agnelli, la fille de Gianni Agnelli, le fondateur de Fiat. Jusqu'en 2004, il a occupé un poste important chez Fiat, celui de vice-président pour les opérations internationales du groupe, en particulier en ex-URSS, puis s'est lancé à son compte en créant Edifin Services, une société financière basée à Genève et spécialisée dans l'*internet-banking*. Il est également au comité directeur de Eastern Property Holdings, qui travaille dans l'immobilier en Russie, à Chypre et aux îles Caïman. Enfin, il dirige les fameuses Éditions des Syrtes, qui publient régulièrement sur la Russie, est l'un des fondateurs de « l'Orthodoxie Locale de Tradition Russe en Europe Occidentale », et co-dirige l'Union des descendants des combattants russes de Gallipoli, une association des descendants de l'Armée blanche qui avait collaboré avec l'Allemagne nazie pendant la guerre.

Zurab Tchavtchavazdé, quant à lui, est l'un des vice-présidents de Marshall Capital, vice-directeur de la Fondation St Vassili, et directeur d'un gymnase du même nom, financé par la Fondation. Dans un entretien de 2014 accordé au portail monarchiste « La ligne nationale russe », il insiste sur ses liens personnels avec les principaux protagonistes de l'insurrection du Donbass<sup>29</sup>. Né à Paris au sein d'une famille aristocratique géorgienne ayant combattu aux côtés des Blancs, son père décide de rentrer en Union soviétique en 1948 ; il sera déporté en camp et sa mère et lui-même exilés au Kazakhstan. Une fois réhabilitée à la fin des années 1950, la famille s'installe en Géorgie. En 1990 Zurab Tchavtchavazdé devient l'un des organisateurs du Conseil aristocratique de Russie, qu'il quittera pour fonder le Haut Conseil monarchique (*Vysshiï monarkhicheskii sovet*). Sa vie sociale est entièrement tournée vers les réseaux aristocratiques de l'émigration. Sa fille a épousé le fils du prince Shakhovskoï, à l'origine de la pétition de l'aristocratie blanche en soutien à la Russie<sup>30</sup>. Il connaît Tikhon depuis le début des années 1990 et grâce à son rôle dans les cercles monarchistes, il est devenu une pièce centrale de la stratégie de Malofeev en direction des cercles émigrés en Europe.

Via ses multiples entrées en Europe occidentale, Malofeev est en effet à l'avant-garde de la politique de *soft power* russe auprès des cercles de la diaspora russe, du gotha aristocratique européen, et des milieux d'extrême-droite. En juin 2014, Malofeev a par exemple financé un meeting soi-disant secret à Vienne, célébrant les 200 ans de la Sainte-Alliance de Metternich, avec le but de recréer une grande internationale conservatrice pro-russe en Europe. Malofeev y a



envoyé le philosophe fascisant Alexandre Dougine ainsi que le peintre sulfureux Ilia Glazounov, aujourd'hui décédé, connu pour ses grandes fresques nationalistes et antisémites, et a fait venir à Vienne aussi bien Aymeric Chauprade, alors encore proche conseiller de Marine Le Pen, que Marion Le Pen-Maréchal, le prince Sixtus Henry de Bourbon-Parme, qui représente la petite extrême-droite espagnole fascisante du mouvement Carliste, Heinz-Christian Strache, leader du parti d'extrême-droite autrichien FPÖ, son allié Johann Herzog, tout aussi radical, ainsi que des leaders bulgares et croates d'extrême-droite<sup>31</sup>. Zurab Tchavtchavazdé y était également présent. Quelques mois plus tard, en août, Malofeev a défrayé la chronique en recevant Philippe de Villiers pour lancer le projet de parcs historiques « à la vendéenne » en Crimée et à Moscou<sup>32</sup>. Tous ces contacts peuvent sembler épars mais ils sont tous connectés aux réseaux d'extrême-droite qui ont pris fait et cause pour Moscou durant la crise ukrainienne.

Alexandre Troubetzkoï est étroitement intégré aux réseaux de Yakounine et Malofeev. Vladimir Yakounine lui-même co-préside le Dialogue franco-russe. Troubetzkoï a été membre du Comité directeur de SvyazInvest en 2011-2013, lorsque Igor Chtchegolev était ministre<sup>33</sup> ; et il a rencontré le père Tikhon en 2005, lorsqu'il a participé à la cérémonie de ré-inhumation du général Anton Denikine (1872-1947) et du philosophe réactionnaire Ivan Ilyin (1883-1954). Tikhon a réinvité Troubetzkoï en Russie en 2009, une visite durant laquelle il a été présenté à Malofeev. Les deux hommes ont rapidement sympathisé et Troubetzkoï est ainsi devenu l'un des médiateurs des intérêts de l'oligarchie à Paris. Via Tikhon, il a par exemple été chargé de mener de premières négociations pour la future cathédrale orthodoxe avec la mairie de Boulogne-Billancourt pour le site de l'île Seguin avant que le choix ne se porte sur le Quai Branly.

## **L'Eglise Orthodoxe Russe**

La France est riche en églises orthodoxes : outre la fameuse cathédrale Saint-Alexandre Nevski et l'Institut théologique St-Serge à Paris, plusieurs paroisses sont installées en région parisienne (Boulogne, Clamart, Meudon, Chaville et Saint-Cloud), ainsi qu'en Savoie, sur la Côte d'Azur, au pays basque, etc. Depuis le début des années 2000, la Russie cherche à clore la parenthèse soviétique et la division avec l'émigration blanche aussi bien sur le plan politique que religieux. L'un des éléments clés de cette stratégie est la réconciliation canonique entre le Patriarcat de Moscou et l'Eglise orthodoxe russe hors-frontières (EORHF). Cette réunion, achevée en 2007, a toutefois suscité plusieurs schismes au sein des communautés orthodoxes françaises, certaines refusant de rejoindre le Patriarcat de Moscou et l'accusant de ne pas avoir fait amende honorable pour son passé de collusion avec les services secrets soviétiques. La compétition n'est pas uniquement ecclésiale, elle est aussi financière : l'Etat russe, en particulier la Direction des affaires économiques de l'administration présidentielle, souhaite reprendre contrôle des établissements russes à l'étranger appartenant à l'émigration.

Les Eglises orthodoxes de France sont divisées. Le Diocèse de Genève et d'Europe occidentale de l'EORHF, qui couvre l'église de Lyon et celle de Meudon, ainsi que le Diocèse de Chersonèse, qui regroupe l'église d'Ugine et la Cathédrale des Trois-Saints-Docteurs de Paris, ont reconnu leur rattachement au Patriarcat de Moscou. L'Exarchat du patriarcat œcuménique, qui a sous sa coupe la célèbre cathédrale Saint-Alexandre Nevski et l'église de Grenoble, peut rester autonome de Moscou car il est sous la juridiction du Patriarcat de Constantinople. En outre, classée monument historique en 1981 grâce au maire de Paris, Jacques Chirac, la cathédrale Saint-

Alexandre Nevski reste la propriété inaliénable de l'association paroissiale. Une petite partie de EORHF a refusé l'acte canonique et fait sécession sous le nom de EORHF-Autorité suprême provisoire de l'Église (elle chapeaute par exemple l'église de Lyon). Deux autres entités, l'Église orthodoxe russe en exil, et de la Vraie Église orthodoxe russe - Synode Lazarite, issue du mouvement de l'Église des catacombes pendant la période soviétique, ne faisaient pas partie de l'EORHF et s'estiment donc toujours indépendantes.

Outre les appartenances ecclésiales, la bataille de réappropriation des lieux de culte a fait rage. La cathédrale orthodoxe de Nice, par exemple, a été reconnu en 2013, après des années de procédure par les tribunaux français, comme une propriété de la Fédération de Russie, mais son association culturelle, sous la juridiction du Patriarcat de Constantinople, refuse de changer de ministère épiscopal<sup>34</sup>. Le sort de l'église de Biarritz a été différent : en 2004 le recteur de la paroisse a voulu la réintégrer au Patriarcat de Moscou mais la communauté, soutenue par le diocèse, a fait appel et son appartenance au Patriarcat de Constantinople a été reconnu par les autorités françaises. Elle a également été classée monument historique afin d'éviter les conflits de propriété.

Ces dernières années, c'est le projet de construction d'une nouvelle cathédrale orthodoxe au cœur de Paris qui a confirmé l'instrumentalisation de l'orthodoxie comme élément du *soft power* russe en France. Le projet était dans l'air depuis la moitié de la décennie 2000 mais s'est concrétisé après 2008 lors de discussions entre Nicolas Sarkozy et Vladimir Poutine. La précieuse parcelle des bords de Seine, sur le Quai Branly, convoitée par la Russie, l'était également par d'autres puissances comme l'Arabie Saoudite et la Chine, mais a finalement été allouée à la Russie après un intense lobbying<sup>35</sup>. Ce triple ensemble—cathédrale, école et centre culturel—est entièrement financé à hauteur de 150 millions d'euros par la Russie et a été inauguré à l'automne 2016, en pleine crise francorusse autour de la Syrie, en présence du Patriarche Kirill mais en l'absence de Vladimir Poutine<sup>36</sup>. La cathédrale est perçue par Moscou comme une victoire symbolique sur plusieurs plans : au niveau géopolitique comme l'affirmation de la puissance retrouvée de la Russie au cœur même de l'Europe occidentale ; au niveau historique comme la confirmation que la réunification avec le passé « blanc » est achevée et que la capitale de l'émigration russe accueille dorénavant un symbole de la nouvelle Russie ; au niveau ecclésial, avec l'espoir de faire progressivement apparaître le Patriarcat de Moscou, et non plus celui de Constantinople, comme la force majeure derrière laquelle les orthodoxes du monde doivent s'unir.

Notons également le rôle de médiateur croissant que jouent certains milieux catholiques en direction de la Russie. Ce rapprochement s'explique tant pour des raisons internes—réformistes contre conservateurs au sein de l'Église catholique, émergence d'un catholicisme politique plus visible depuis la Manif pour tous et l'affichage religieux de personnalités politiques comme François Fillon—que pour des raisons de « géopolitique des religions » : rapprochement entre le Vatican et la Russie sur de nombreux dossiers internationaux, visite d'officiels orthodoxes auprès du Pape François, et défense conjointe des chrétiens d'Orient et tout particulièrement de ceux de Syrie, avec des rôles de passeurs la aussi joués par des figures françaises d'origine libanaise ou arménienne—la France se positionne en protectrice des chrétiens d'Orient depuis longtemps. Des associations telles que SOS Chrétiens d'Orient, originellement proche de l'extrême-droite, est ainsi devenu centrale dans la promotion de la position russe au Moyen-Orient. A cela s'ajoute le rôle de passeur de plusieurs convertis à l'orthodoxie tels que et Jean-François Colosimo,

directeur des éditions catholiques du Cerf, ou Christophe Levalois, ancien du GRECE devenu diacre d'une église orthodoxe parisienne, ainsi que le rôle clé de promotion de la Russie en France joué par l'Age d'homme et son directeur aujourd'hui décédé, Vladimir Dimitrijevic, d'origine serbe, qui a publié pendant longtemps la seule revue francophone vieille-calendariste, *La Lumière du Thabor*.

### **L'Institut pour la démocratie et la coopération (IDC)**

Parmi les institutions représentant les intérêts directs de la Russie en France il convient également de mentionner l'Institut pour la démocratie et la coopération (IDC). Créé en 2007, il fait partie des initiatives de *soft power* lancées par Moscou après la « révolution orange » ukrainienne de 2004, lorsque l'administration présidentielle a compris la nécessité d'investir dans la création d'une brand russe et d'un discours d'autopromotion. Cette stratégie a pris forme via diverses institutions comme le Club de Valdai, un autre Institut de la démocratie et de la coopération basé à New York qui a fermé en 2015<sup>37</sup>, la Fondation de diplomatie publique Alexandre Gortchakov et le Conseil russe pour les affaires internationales (RIAC).

Tous déclinent, selon différents modes, la diplomatie publique de la Russie : le Club de Valdai et le Conseil russe pour les affaires internationales entretiennent des coopérations académiques avec les chercheurs étrangers, la Fondation de diplomatie publique Alexandre Gortchakov visent plutôt à soutenir les chercheurs des républiques postsoviétiques et à les associer à l'agenda de Moscou, tandis que les deux IDCs visent, dans les pays concernés, la France et les Etats-Unis, un public plus large incluant les milieux d'affaires et les cercles politiques, et sont plus nettement marqués par les intérêts spécifiques de leurs directeurs respectifs, Natalia Narochnitskaïa pour la France, Andranik Migranian pour les Etats-Unis. Les financements de l'IDC de Paris ne sont pas publics mais on peut supposer qu'ils viennent directement des structures étatiques russes, du Fond *Russkii Mir* par exemple, et de donations privées en ligne avec l'agenda officiel. A la différence des associations diasporiques qui ont leur propre autonomie, l'IDC révèle du lobbying politique et semble avoir été initié et sponsorisé par Dmitri Rogozin, ancien ambassadeur de Russie auprès de l'OTAN et aujourd'hui vice-Premier ministre.

Les autorités russes ont réussi à faire reconnaître à l'IDC de Paris un statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social de l'Organisation des Nations Unies (ECOSOC). L'Institut dit avoir « pour vocation d'organiser des colloques et des tables rondes sur les grandes questions de l'actualité internationale ainsi que sur le contexte historique et culturel de celles-ci. Parmi les grands thèmes qu'il aborde : le rôle de l'histoire dans la géopolitique contemporaine ; la relation entre la souveraineté des Etats et les droits de l'homme ; les relations est-ouest ; le rôle des ONG et de la société civile dans la vie démocratique des pays du monde. L'IDC s'intéresse aussi à la mémoire des grands moments de l'histoire, notamment des deux grandes guerres du XXe siècle. »<sup>38</sup> L'IDC sert de plateforme aux autorités russes pour parler aux élites et au public cultivé français. Il peut accueillir des figures de haut rang tels que le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov ou Elena Mizulina, déjà mentionnée, des personnalités du monde de l'expertise et des think tanks russes tels que Mikhaïl Remizov, président de l'Institut de stratégie nationale à Moscou, ou des figures de l'Eglise orthodoxe. Du côté français, on y trouve des figures politiques, principalement proche des Républicains (cf. l'article de Jean-Yves Camus à paraître au printemps 2018 dans cette série), des représentants du monde catholique—

ecclésiastiques ou laïques—quelques hommes d'affaires dont les secteurs d'activités sont en Russie, ainsi que des universitaires, souvent de province. Les principales figures françaises participant aux activités de l'IDC sont l'académicienne et historienne de la Russie Hélène Carrère d'Encausse, l'économiste et directeur de recherches à l'EHESS Jacques Sapir, et Frédéric Pons, rédacteur en chef de *Valeurs actuelles*.

L'IDC est présidé par Natalia Narotchnitskaïa, une figure politique et essayiste bien connue en Russie, en particulier dans les années 1990. Chercheur à l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales, et publiciste orthodoxe, Narotchnitskaïa soutient de manière systématique les revendications du Patriarcat de Moscou, affirme l'existence d'une civilisation orthodoxe spécifique fondée sur la prédominance des Russes ethniques et marquée avant tout par son anti-occidentalisme, et s'est fait remarquer par ses propos panslavistes en faveur de la Yougoslavie et son soutien sans faille aux deux guerres en Tchétchénie. Elle a été député de la Douma entre 2003 et 2007, représentant le parti conservateur et nationaliste Rodina, présidente de la Commission pour l'Etude de la mise en œuvre des droits de l'homme et des libertés publiques, et a fait partie de la fameuse « Commission contre la falsification de l'Histoire au détriment des intérêts de la Russie ». Elle est également une habituée des institutions onusiennes et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Elle donne à l'IDC une orientation nettement chrétienne<sup>39</sup>. Elle est seconde par un Britannique, John Laughland, un journaliste qui a également fait une modeste carrière académique, enseignant dans plusieurs institutions universitaires. Il offre un autre visage de l'IDC, mieux intégré dans les milieux anglophones et germanophones sensibles aux certaines thématiques de l'extrême-droite.

Les débats promus par l'IDC se concentrent autour de quelques thèmes centraux :

1. Le statut de la Russie dans le système international, en particulier son rôle clé de grande puissance sur les questions nucléaires, ainsi que sur les grands sujets de crise internationaux tels que l'Iran, la Corée du Nord, la Syrie depuis 2011 et la Turquie depuis 2015. Ce thème se décline également autour de la dénonciation de l'islamisme et du besoin d'une nouvelle multipolarité qui diminuerait ce que la Russie considère être le pouvoir de nuisance des Etats-Unis et de l'OTAN.

2. Les doubles standards du système international, marqués par la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo mais le refus de reconnaître les entités sécessionnistes de l'ex-URSS. L'IDC organise régulièrement des débats sur l'état de la Bosnie-Herzégovine, du Kosovo, du Monténégro plus récemment, ainsi que sur l'Abkhazie, l'Ossétie du Nord, la Transnistrie, et bien évidemment depuis 2014, sur la Crimée et le Donbass, afin de défendre la position russe. A ce domaine s'ajoute les polémiques mémorielles autour de l'interprétation de la Second Guerre mondiale, en particulier avec les pays baltes, l'Ukraine et la Pologne, et la défense de la position russe sur la « lutte contre le fascisme »<sup>40</sup>.

3. L'alliance chrétienne entre catholiques et orthodoxes autour de la lutte pour les valeurs dites conservatrices et l'identité chrétienne de l'Europe. Ce sujet a pris une ampleur toute particulièrement depuis la crise syrienne car il a permis à l'IDC de s'engager dans la défense des chrétiens d'Orient, donnant la parole à des figures chrétiennes de Syrie, du Liban, d'Arménie, ainsi qu'à tous ceux qui, dans le monde catholique et méditerranéen (Ordre de Malte par exemple), partagent cette volonté de défendre en priorité les chrétiens d'Orient. Cette orientation

a permis à l'IDC et aux autorités russes de gagner de nouveaux soutiens dans les milieux catholiques conservateurs français.

4. La « décadence » du système international, un thème débattu principalement sous la forme de la dénonciation de l'ordre libéral mondial, considéré comme la domination de l'*establishment* international contre le droit des peuples à la souveraineté nationale. Ce thème semble être le domaine de prédilection de John Laughland plus que de Narotchnitskaïa, et il est particulièrement présent dans les partenariats organisés par l'IDC avec ses confrères italiens, dont Dario Citati, de l'Institut d'Etudes Géopolitiques de Rome, apôtre de la dénonciation du « néo-bolchevisme mondialiste »<sup>41</sup>.

A travers ces quatre grands thèmes on peut noter que, comme toute institution de diplomatie publique, l'IDC dispose d'une certaine marge de manœuvre pour adapter les sujets qu'il souhaite traiter aux intérêts de ses représentants. Si les deux premiers domaines font partie de l'arsenal classique de l'Etat russe et réverbère la position du ministère des Affaires étrangères, le troisième angle d'approche, présent dans la diplomatie russe mais à un échelon moindre, se trouve ici boosté par les convictions religieuses personnelles de Narotchnitskaïa. Le quatrième axe, lui, est bien plus controversé et n'est pas explicitement promu par la diplomatie russe. Il fait partie de la « zone grise » autorisée par Moscou qui permet aux institutions de diplomatie publique comme l'IDC de développer des contacts avec les franges de l'extrême-droite européenne. Au final, le bilan de l'IDC est contrasté et on ne peut considérer qu'il a réussi à être reconnu comme faisant partie du paysage français des think tanks.

### **Les médias russes en France**

La question de l'influence des médias russes en Europe et aux Etats-Unis est devenu un thème brûlant, et a créé une bulle médiatique toxique, s'auto-référant, fondée sur des présomptions nombreuses et relativement peu de preuves. En effet, si présence médiatique russe en France existe, cela ne signifie pas qu'elle soit influente sur l'opinion publique française et capable de modifier les perceptions de cette dernière.

La première stratégie est de développer des partenariats avec des médias respectés. Le cas le plus fameux mais en rien unique est celui du *Figaro* qui, comme de très nombreux quotidiens de la presse européenne, a accueilli pendant longtemps un supplément mensuel, *La Russie d'Aujourd'hui* (version francophone de *Russia Beyond The Headlines*), publié en partenariat avec le quotidien du gouvernement russe *Rossiiskaia gazeta*, mais la parution a aujourd'hui pris fin. L'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, à l'heure actuelle l'un des plus grands succès de la presse de droite, conservatrice dans ses valeurs politiques et morale, libérale sur le plan économique, accueille lui aussi depuis 2017 un supplément russe. Le trimestriel *Conflits*, spécialisé en géopolitique, de Pascal Gauchon, affiche quant à lui un positionnement nettement pro-russe.

La seconde est de s'associer à la presse alternative. Il ainsi existe une myriade de micro-médias, essentiellement des sites internet, qui sont soit gérés depuis la Russie avec des plateformes .fr, soit créés en partenariat avec des microgroupes d'extrême-droite. Leur influence reste toutefois minime et ils ne capturent que la part de l'électorat français qui leur est déjà acquis (cf. l'article

de Nicolas Lebourg). Entre autre, nombre d'entre eux relèvent d'opérations à courte vue et disparaissent rapidement, comme ce fut le cas pour ProRussiaTV.

La troisième stratégie est de lancer des produits médiatiques spécifiques, adaptés à chaque contexte national. C'est le cas des deux principaux organes de presse russes, RT and Sputnik, lancés en français respectivement depuis 2014 et début 2015, qui restent critiqués pour leurs vues biaisées des affaires françaises, donnant la parole uniquement aux points de vue minoritaires<sup>42</sup>, et leur rôle de porte-parole des autorités russes. Ne réussissant pas à pénétrer les plateformes médiatiques classiques, ces deux médias ont investi des champs alternatifs, principalement les réseaux sociaux. Ainsi, RT est devenu l'un des leaders français de Periscope, l'application de vidéo en direct, avec plus de 85 000 followers<sup>43</sup>. RT-France s'enorgueillit également de 78 000 followers sur Twitter, et plus de 46 000 pour Sputnik. Les deux médias sont également très bien référencés par les moteurs de recherche afin d'apparaître en tête de page de manière quasi-systématique.

Une chaîne d'information russe continue en français, sur le modèle de CNN, BBC, France 24, Al-Jazeera ou CCTV, a été lancée à la mi-décembre 2017, au milieu de virulentes polémiques. Certaines figures publiques ont demandé que RT France se voit refuser sa licence, d'autres ont répliqué qu'un pays démocratique ne peut refuser d'émettre à une chaîne sous prétexte qu'elle sera biaisée. Une convention avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) avait déjà été signée en 2015, ce dernier voulant pouvoir surveiller les productions et s'assurer des obligations de la chaîne en matière de pluralisme d'opinion<sup>44</sup>. La nouvelle chaîne, avec un budget de 20 millions d'euros, est présidée par Xenia Fedorova, qui a déjà dirigé RT en France et l'agence russe de production de vidéos Ruptly à Berlin. Le comité d'éthique de la chaîne est composé d'« amis » de la Russie tel que Anne Gazeau, diplomate, ex-ambassadeur de France, Conseiller d'Etat s.e. Officier de la Légion d'honneur; Jacques-Marie Bourget, journaliste, écrivain Chevalier de la Légion d'honneur, Chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres; Monsieur Jean-Luc Hees, journaliste, écrivain Officier de la Légion d'honneur, Chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres; et Monsieur Thierry Mariani, homme politique, ancien ministre, membre honoraire du Parlement.

Deux questions se posent quant à la présence de ces médias russes en France. La première est juridique : contrairement au supplément mensuel *La Russie d'Aujourd'hui*, qui est une production officielle de l'Etat russe tout à fait légale et reconnue, RT et Sputnik se déclarent médias indépendants, alors que leurs financements viennent clairement de l'administration russe et devraient donc être requalifiés en médias d'Etat. La seconde est celle de leur influence réelle. S'il existe bien un effet cascade dû à la multiplication artificielle de sites et à la création d'une bulle médiatique s'auto-référant, il reste très difficile de mesurer un quelconque impact sur l'opinion publique, si ce n'est de confirmer une partie d'entre elle dans ses convictions. Les recherches faites sur la question montrent en effet que les consommateurs tendent à consommer uniquement les médias qui confirment leur vision du monde préexistante. Ces médias jouent donc essentiellement un rôle de chambre de résonance, sans pouvoir influencer ceux pensant différemment.

## **Conclusions**

Le soft power russe peut se déployer en France grâce à la richesse du tissu culturel et économique qui unit les deux pays et au partage, par des segments importants des deux sociétés, de valeurs que l'on peut définir comme souverainistes—une tendance présente aussi bien à droite comme à gauche de l'échiquier politique français. Cette souverainisme peut s'exprimer dans le champ politique (priorité à l'Etat-nation sur la construction européenne), géopolitique (ambiguïtés envers les institutions multilatérales, en particulier transatlantiques), économique (protectionnisme contre la globalisation) et, pour les groupes à droite de l'échiquier politique, culturelle (rejet de l'immigration, appel aux valeurs dites traditionnelles).

On peut schématiquement cartographier cette présence culturelle russe en plusieurs catégories. La première est celle directement coordonnée par les instances étatiques russes et l'Ambassade de Russie en France. La seconde est celle de la diplomatie publique officielle : dans cette catégorie se retrouvent les associations d'affaires telles que le Dialogue francorusse, qui garantissent aussi bien des financements généreux que des accès directs aux cercles de décision politiques et économiques au plus haut niveau de l'Etat. On peut également y associer l'IDC, qui fait partie du tissu associatif « officiel », au sens où ses financements proviennent des institutions étatiques chargées de diffuser la vision russe du monde. Dans une troisième catégorie se trouve l'Eglise orthodoxe russe et les associations de la diaspora. L'Eglise est un acteur complexe de la para-diplomatie russe, disposant de son propre agenda. Dans certains pays, l'Eglise ne cache pas être en partie en porte-à-faux avec les décisions du Kremlin, dans le cas français les intérêts du Patriarcat et ceux des autorités russes semblent coïncider dans une grande mesure, l'inauguration de la nouvelle cathédrale en offre le meilleur exemple. Dans cette même catégorie se trouve les associations de l'émigration russe : il serait erroné de les percevoir comme entièrement subordonnées aux directives de Moscou, beaucoup gardant leur distance et affichant un agenda propre, non coordonné avec celui du Kremlin. Dans une autre catégorie se trouve les médias russes, dont l'objectif est assez mal défini. Une autre catégorie, non étudiée ici mais qui mériterait son analyse, est celui de la para-diplomatie jet-set et de son influence, en particulier sur la Riviera : plusieurs grandes figures du cinéma français (Gérard Depardieu en est l'exemple le plus connu et le plus caricatural, mais également Alain Delon, Vincent Cassel, Monica Bellucci) et de grands noms du sport jouent en effet un rôle clé de *branding* de la Russie en France.

---

<sup>1</sup> Parmi les nombreuses études sur l'émigration russe en France, voir Nikita Struve, *Soixante-dix ans d'émigration russe. 1919-1989*, Paris : Fayard, 1996.

<sup>2</sup> Jean-Claude Chesnais, « L'émigration soviétique : passé, présent et avenir », *Conférence internationale sur les migrations*, Paris : OCDE, 1991.

<sup>3</sup> Anne de Tinguy, *La grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*. Paris : Plon, 2004.

<sup>4</sup> Le terme de compatriote (*sootchestvennik*) est utilisé en russe pour définir non seulement les expatriés de la Fédération de Russie mais tous ceux qui peuvent être rattachés, d'une manière ou d'une autre, à la Russie. La loi de 1999 définit en effet les compatriotes comme « les citoyens russes résident de manière permanente à l'étranger, les individus et leurs descendants qui vivent à l'étranger et sont liés aux peuples résidant historiquement en Russie, ceux faisant le libre choix d'un lien spirituel, culturel et légal à la Russie; ceux dont les ancêtres ont résidé sur le territoire de la Fédération, y compris les anciens citoyens soviétiques résidants dans des Etats qui faisaient partie de la Fédération (...) et ceux ayant émigré de l'Etat russe, la République russe, la RSFSR,

l'Union soviétique ou la Fédération de Russie et sont citoyens d'un autre Etat ou apatrides. »

<sup>5</sup> Voir Marlene Laruelle, « The 'Russian World'. Russia's Soft Power and Geopolitical Imagination », *Center for Global Interests Papers*, 2015.

<sup>6</sup> Voir la thèse d'Olga Bronnikova, « Compatriotes et expatriotes : le renouveau de la politique dans l'émigration russe. L'émergence et la structuration de la communauté politique russe en France (2000-2013) », Thèse de doctorat, INALCO, 2014, en particulier chapitre 4, « La formation des groupes militants ».

<sup>7</sup> Voir le site <http://www.acer-russie.com>:

<sup>8</sup> Anna Nemtsova, « Retour dans une patrie méconnaissable », *Le Figaro*, 14 septembre 2010, <http://www.lefigaro.fr/publireddactionnel/2010/09/14/06006-20100914ARTWWW00431-retour-dans-une-patrie-meconnaissable.php>:

<sup>9</sup> Gregory Feifer, « Putin's White Guard. Why Russia's Former Nobility Is Supporting the Kremlin », *Foreign Affairs*, 23 mars 2015, <https://www.foreignaffairs.com/articles/russian-federation/2015-03-23/putins-white-guard>.

<sup>10</sup> Il est intéressant de noter la différence entre le titre français et le titre russe. Le titre russe est « Conseil de coordination des compatriotes de Russie en France » mais les fondateurs ont probablement préféré éviter le terme de compatriote, dont le sens diffère en français, et ont remplacé le « de Russie » (rossiiskii), sous-entendant une diversité ethnique, par le terme de « Russes », qui reflète mieux la réalité du tissu associatif du Forum.

<sup>11</sup> Voir le site <http://www.conseil-russes-france.org/>.

<sup>12</sup> Voir une liste des principales sur <http://infos-russes.com/associations/>.

<sup>13</sup> Voir l'analyse Olga Bronnikova à ce sujet, et la comparaison entre le Forum des Russes de France et le Conseil des compatriotes du Royaume-Uni, « Compatriotes et expatriotes : le renouveau de la politique dans l'émigration russe ».

<sup>14</sup> L'association s'occupe de favoriser les relations politiques et culturelles entre les deux pays, mais également les relations économiques, en servant de plateforme de dialogue entre entrepreneurs français et russes. Voir le site de l'association, <http://dialoguefrancorusse.com/fr/>.

<sup>15</sup> La biographie la plus complète d'Alexandre Troubetzkoï est en russe, <http://www.biograph.ru/index.php/whoiswho/17/1268-trubetskoiaa>.

<sup>16</sup> L'auteur de ce papier y a publié à plusieurs reprises.

<sup>17</sup> Voir le <https://www.cerclepouchkine.com/>.

<sup>18</sup> Vladimir Yakounine vient d'une famille de militaire (son père était pilote dans l'armée des frontières de l'URSS) et a travaillé durant des années à différents postes techniques au Conseil des ministres puis dans la mission diplomatique soviétique de l'Organisation des Nations unies, des postes traditionnellement réservés à ceux étant membres des services secrets ou proches d'eux. En 1991 il prend la tête d'un « Centre international de la coopération d'affaires » dans lequel se trouve déjà Vladimir Poutine et ses réseaux. En 1997, il se voit offrir un poste dans l'administration fédérale au service de la région du Nord-Ouest, fief de Poutine, et entre au ministère des Transports dès 2000. C'est de là qu'il entreprend la « conquête » de la Société nationale des chemins de fer, RZh, qu'il ne quittera qu'en 2015.

<sup>19</sup> Gennadii Timtchenko a été décoré du titre de Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur à l'automne 2013 en raison de son aide apportée à Total dans ses nouveaux projets énergétiques en Russie, en particulier dans l'Arctique. Cette distinction a suscité une vague de critiques sur la capacité d'influence des grandes sociétés françaises et a mis les instances politiques françaises dans l'embarras tant Timtchenko est associé aux zones d'ombre du régime Poutine. Timtchenko, qui figure sur la liste des sanctions américaines, a été contraint de céder sa



participation majoritaire dans le trader pétrolier Gunvor dans le courant de l'année 2014.

<sup>20</sup> Voir Marlene Laruelle, « The 'Russian World'. Russia's Soft Power and Geopolitical Imagination ».

<sup>21</sup> Voir le site <http://www.st-andrew-foundation.org/fr/>.

<sup>22</sup> Konstantin Malofeev, né en 1974, est diplômé de l'Université d'État de Moscou en droit et a trouvé immédiatement du travail dans le Fonds Renaissance Capital dans la seconde moitié des années 1990. En 2007 son fonds d'investissement Marshall Capital a dû faire face à une enquête de la Cour suprême britannique. Malofeev a été finalement blanchi en 2013, bien que la société ait été critiquée pour ses pratiques financières. En 2012 Malofeev a tenté d'entrer en politique en se faisant élire député local dans un petit district de la région de Smolensk, mais n'a pas tenté par la suite de se hausser au niveau politique national. Il a été mis sur la liste des sanctions européennes suite à la crise ukrainienne.

<sup>23</sup> Courtney Weaver, « Konstantin Malofeev, Marshall Capital Partners », *Financial Times*, 8 septembre 2013, <https://www.ft.com/content/569e533e-051c-11e3-9e71-00144feab7de>.

<sup>24</sup> Anastasiia Golitsyna, Margarita Liutova, and Elizaveta Ser'gina, « Poiavilsia novyi pretendents na vedenie reestra vrednykh saitov », *Vedomosti*, 1 février 2013, [http://www.vedomosti.ru/technology/articles/2013/02/01/zachistit\\_runet](http://www.vedomosti.ru/technology/articles/2013/02/01/zachistit_runet).

<sup>25</sup> Voir Charles Clover, *Black Wind, White Snow: The Rise of Russia's New Nationalism*, Yale: Yale University Press, 2016. <sup>26</sup> Voir le site <http://www.ruscharity.ru/>.

<sup>27</sup> « Interv'iu – Konstantin Malofeev, osnovatel' 'Marshal kapitala' », *Vedomosti*, 13 novembre 2014, <http://www.vedomosti.ru/newspaper/articles/2014/11/13/v-sankcionnye-spiski-vklyuchali-posovokupnosti-zaslug>.

<sup>28</sup> Voir les informations disponibles sur <https://www.bloomberg.com/research/stocks/people/person.asp?personId=23938600&privcapId=20342731>.

<sup>29</sup> Zurab M. Chavchavadze, « Slovo Novorossi laskaet mne slukh », 8 juillet 2014, [http://ruskline.ru/analitika/2014/08/8/slovo\\_novorossiya\\_laskaet\\_mne\\_slukh/](http://ruskline.ru/analitika/2014/08/8/slovo_novorossiya_laskaet_mne_slukh/).

<sup>30</sup> Voir sa biographie et l'interview en russe, « Kniaz' Zurab M. Chavchavadze : 'Khristianin obiazan byt' optimistom ! » *Foma*, novembre 2012, <https://foma.ru/knyaz-zurab-mixajlovich-chavchavadze-xristianin-obyazan-byit-optimistom.html>, ainsi que l'entretien « Zurab M. Chavchavadze : 'Esli russkoe obschestvo votserkovitsia, Rossiia vnov' obretet svoi istoricheskii put' », *Pravoslavie.ru*, 24 juillet 2017, <http://pravoslavie.ru/105253.html>.

<sup>31</sup> Von Bernhard, Odehnal, « Gipfeltreffen mit Putins fünfter Kolonne », *Tages Anzeiger*, 3 juin 2014, <http://www.tagesanzeiger.ch/ausland/europa/Gipfeltreffen-mit-Putins-fuenfter-Kolonne/story/30542701>. Plus de détails dans Anton Shekhovtsov, *Russia and the Western Far Right: Tango Noir*, Londres : Routledge, 2017.

<sup>32</sup> « French businessman defends plans to build Crimea theme park », *France 24*, 16 août 2014, <http://www.france24.com/en/20140816-french-businessman-villiers-theme-park-crimea-sanctions>.

<sup>33</sup> « Un prince russe couronné roi des télécommunications? », *Sputnik*, 11 août 2011, <https://fr.sputniknews.com/presse/201108111022257611-un-prince-russe-couronne-roi-des-telecommunications-revue-de-presse/>.

<sup>34</sup> François-Xavier Maigre, « A Nice, la bataille de la cathédrale divise les orthodoxes », *La Croix*, 15 septembre 2011, [https://www.la-croix.com/Religion/Actualite/A-Nice-la-bataille-de-la-cathedrale-divise-les-orthodoxes-\\_NP\\_-2011-09-15-711620](https://www.la-croix.com/Religion/Actualite/A-Nice-la-bataille-de-la-cathedrale-divise-les-orthodoxes-_NP_-2011-09-15-711620).

<sup>35</sup> Plus de détails dans Nicolas Hénin, *La France russe, Enquête sur les réseaux de Poutine*, Paris

: Fayard, 2016.

<sup>36</sup> « L'incroyable histoire de la cathédrale orthodoxe en plein Paris », *Vanity Fair*, juillet 2014, <http://www.vanityfair.fr/actualites/france/articles/lincroyable-histoire-de-la-cathedrale-orthodoxe-en-plein-paris/14657>.

<sup>37</sup> Rosie Gray, « Pro-Putin Think Tank Based In New York Shuts Down », *Buzzfeed*, 30 juin 2015, [https://www.buzzfeed.com/rosiegray/pro-putin-think-tank-based-in-new-york-shuts-down?utm\\_term=.bav0MBG4V#.swavqyXor](https://www.buzzfeed.com/rosiegray/pro-putin-think-tank-based-in-new-york-shuts-down?utm_term=.bav0MBG4V#.swavqyXor).

<sup>38</sup> Voir le site <http://www.idc-europe.org/fr/Institut-de-la-Democratie-et-de-la-Cooperation>.

<sup>39</sup> Voir son site personnel <http://narotchnitskaya.com/>.

<sup>40</sup> Narotchnitskaïa dirige également la fondation Stoletie, qui travaille sur plusieurs projets mémoriels : <http://www.stoletie.ru/>.

<sup>41</sup> Par exemple <http://www.idc-europe.org/fr/Le-retour-du-politique-et-des-peuples-souverains-contre-le-neo-bolchevisme-globaliste>.

<sup>42</sup> La chaîne a par exemple embauché Philippe Verdier, le « Monsieur météo » qui dénonçait le changement climatique comme un mythe ; voir <http://www.telerama.fr/medias/philippe-verdier-revient-sur-russia-today-et-il-a-toujours-une-grosse-dent-contre-la-cop21,134855.php>:

<sup>43</sup> Théo Caubel, Philippine David et Corentin Dionet, « RT France, Sputnik : dix choses à savoir sur les médias russes en France », *L'Obs-Rue89*, 30 mai 2017, <https://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/rue89-sur-les-reseaux/20170102.RUE6087/rt-france-sputnik-dix-choses-a-savoir-sur-les-medias-russes-en-france.html>.

<sup>44</sup> Alexis Delcambre et Alexandre Piquard, « SputnikNews et RT, instruments d'influence de la Russie en France », *Le Monde*, 16 mars 2017, [http://www.lemonde.fr/international/article/2017/03/16/sputniknews-et-rt-instruments-d-influence-de-la-russie-en-france\\_5095246\\_3210.html#dug6urFG2p0GMgCM.99](http://www.lemonde.fr/international/article/2017/03/16/sputniknews-et-rt-instruments-d-influence-de-la-russie-en-france_5095246_3210.html#dug6urFG2p0GMgCM.99).

Copyright © 2018 Carnegie Council for Ethics in International Affairs. All Rights Reserved.